

CSA : Zemmour ridiculise Macron, le commanditaire du crime



À l'évidence, la récente décision du CSA tentant de brimer Éric Zemmour venait de Macron, ce qui fut facile à démontrer et n'aura pas tenu vingt-quatre heures.

L'on reste quelque peu confondu d'une telle énormité. Le dictateur Macron est vraiment dangereux car c'est en plus un grand imbécile présomptueux. Par une petite manœuvre inepte et vaine, se voulant réduire Zemmour au silence, il en fait une victime, lui offrant, mieux qu'une page de pub, une campagne ! Quant à Manu, il vient de se ramasser lamentablement, s'offrant à son tour un bel écran publicitaire, à une heure de grande écoute...

<https://ripostelaique.com/macron-veut-deja-faire-taire-zemmour.html>

Cinq soirs par semaine, Christine Kelly anime *Face à l'info*, émission à laquelle participent Éric Zemmour, Marc Menant, Dimitri Pavlenko et Éric de Riedmatten.

En 2009, elle fut nommée membre du CSA où, elle resta jusqu'en 2015. Trivialement, l'on peut dire qu'elle connaît la « baraque ». C'est donc pourquoi, en conclusion de l'émission du 9 septembre 2021, cette journaliste a expliqué que si l'on décomptait le temps de parole de Zemmour, « mécaniquement cela donne plus de temps de parole à l'exécutif », au détriment de l'ensemble des autres partis. CQFD.

En janvier 2021, le chef de l'État avait déjà tenté de réduire Zemmour au silence. Interrogé par *Le Figaro* à ce sujet, le président du CSA, Roch-Oliver Maistre, avait dit qu'un tel décompte était impossible car non prévu par la loi de 1986, créant le CSA. Cependant, le 8 septembre 2021, tout seul dans son bureau, cet énarque promu par Macron a inventé une législation spéciale pour l'éditorialiste star de CNews.

Dans la journée, Éric Zemmour avait réagi par un communiqué intitulé « Censure : le CSA prend désormais le relais des juges », disant qu'il ne se tairait pas et s'en est expliqué dans l'émission consécutive.

À l'instar de 99 % de ses confrères, ce journaliste a toujours fait de la politique, les autres étant, la plupart du temps, péniblement monochromes, comme on peut le vérifier sur le service public, sur BFM TV, LCI, RTL, etc.

« Le journalisme, c'est de la politique ! » s'est exclamé l'éditorialiste, démontrant qu'il en fut toujours ainsi, « je ne me pare pas des oripeaux d'un prétendu journalisme objectif (...) aux mains propres et pures, moi j'assume ».

Évoquant le CSA, Zemmour a fustigé son « péché originel » qui, comme nous l'avions remarqué, a « toujours habillé de juridique des positions politiques ».

« Aujourd'hui, les politiques sont tellement lâches qu'ils se cachent derrière un organisme, soi-disant indépendant », soumis aux pressions repérées des godillots d'En Marche, donc de Macron.

« J'accuse ces gens-là de vouloir me faire taire ! » a-t-il conclu.

Pas davantage hier que demain, Zemmour ne cédera en rien, soutenu par Bolloré et CNews, qui, de plus, vient d'être déclarée chaîne la plus pluraliste, comme le démontre la vidéo ci-après.

Il est manifeste qu'il y a sous-représentation de la droite nationale sur la plupart des autres chaînes et radios, lesquelles n'ont accordé qu'un pourcentage minime aux dirigeants du RN, 3 % sur France Inter, 2 % sur Public Sénat, 10 % sur BFM TV, etc., quand CNews leur accordait 26,5 %.

Au lieu de bricoler de piètres « jurisprudences » macronisées, Roch-Olivier Maistre ferait mieux de s'emparer de ce problème ; ainsi restaurerait-il, peut-être, son image, dorénavant aussi détériorée que celle du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Mitrophane Crapoussin

<https://www.youtube.com/watch?v=DIiR04cTJfk>